

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
3 avenue des Langories
26000 VALENCE

Valence, le 09/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



Société LABORATOIRE OXENA

Rue Marc Seguin
ZI La Motte
26800 PORTES LES VALENCE

Référence : 20220503-RAP-DAEN0337

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2022 dans l'établissement LABORATOIRE OXENA implanté Rue Marc Seguin ZI La Motte 26800 PORTES LES VALENCE. L'inspection a été annoncée le 15/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été diligentée dans le cadre du suivi des suites de l'arrêté de mise en demeure du 14 janvier 2022 dont l'ensemble des délais sont échus.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LABORATOIRE OXENA
- Rue Marc Seguin ZI La Motte 26800 PORTES LES VALENCE
- Code AIOT dans GUN : 0006102660
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Non IED – MTD

Le site classé SEVESO seuil haut est spécialisé dans la formulation de produits biocides, principalement à base d'eau de Javel.
L'ensemble des installations a été inspecté, intérieur comme extérieur.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi des suites de l'inspection précédente
- risques accidentels
- rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
NC3_2019 – Fréquence analyses eaux indus insuffisante	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.9.2
NC1_2022 – absence de couverture de la rétention Javel extérieure	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.2
NC2bis_2021bis – Plan d'inspection PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4.2
O2_2021bis – fixation cuves extérieures	/
NC2_2022 – étiquetage des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 6.1.2
O1_2022 – évent des réserves eau pompiers	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.16.4
NC3_2022 – incompatibilité de produits	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.5

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
NC1_2019 – défaut d'autorisation SEVESO seuil haut	Code de l'environnement	/	Sans objet
NC3_2019bis – Absence d'analyses sur pH, T	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.9.2	/	Sans objet
O3_2021bis – autosurveillance Cr, Ni, Chloroforme	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.9.2	/	Sans objet
NC4_2020 – dépassement AOX dans eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.7.1	/	Sans objet
NCM5_2019 – Rétentions	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.2	/	Sans objet
NCM7_2019 – Evacuation déchets historiques – APMD	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 5.3	Mise en demeure	Respectée
NCM1_2020 – étanchéité des réseaux EP – APMD	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.3.3	Mise en demeure	Respectée
O4_2020 – matières combustibles dans zone de charge	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 9.1	/	Sans objet
NC1_2021 – chloroforme dans eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 25	/	Sans objet
O1_2021 – Sens écoulement nappe	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.10.2	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
NC2_2021bis – Plan d'inspection PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4.2	/	Sans objet
NC3_2021bis – inspections des cuves PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4.2	/	Sans objet
NC4_2021bis – inspection des rétentions PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	/	Sans objet
NC5_2021bis – massif béton des cuves PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	/	Sans objet
NC10_2021bis – détection incendie chapiteau emballages – APMD	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 9.3	Mise en demeure	Respectée
NC11_2021bis – absence de rétention produits partie Nord du bâtiment	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.2	/	Sans objet
NC1_2021ter – petits contenant sur rétention	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.2	/	Sans objet
Suivi des écarts sur les rétentions du Pm2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8	/	Sans objet
NCM1_2021ter – emballages plastiques hors auvent – APMD	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.2	Mise en demeure	Respectée
NC2_2021ter – déchets non dangereux GRV	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.2	/	Sans objet
NC3_2021ter – absence de clôture	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.3	/	Sans objet
Fuite sur tuyauterie	/	/	Sans objet
Fermeture de la vanne d'isolement	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.7.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des points de la mise en demeure ont été respectés. Beaucoup de points relevés lors des inspections précédentes en 2019, 2020 et 2021 ont finalement été respectés. Les efforts doivent être poursuivis et une meilleure formalisation des actions effectuées apportée.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : NC1_ 2019 – défaut d'autorisation SEVESO seuil haut

Référence réglementaire : Code de l'environnement
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature
Prescription contrôlée : Régulariser la situation administrative du site <ul style="list-style-type: none">◦ Soit en réduisant les stocks en dessous du seuil de 189 t de produits dangereux pour l'environnement, classés sous la rubrique 4510 ;◦ Soit en déposant un dossier de demande d'autorisation environnementale. Dans les 2 cas, l'exploitant devra revoir la situation de son site vis-à-vis de la nomenclature ICPE afin d'intégrer les évolutions intervenues ces dernières années. Délai : 26/05/2020
Constats : L'exploitant a obtenu son autorisation SEVESO seuil haut le 25/02/2022. La situation est régularisée.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC3_2019 – Fréquence analyses eaux indus insuffisante

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Fréquence mensuelle pour tous les paramètres à suivre Les mesures annuelles réalisées par un laboratoire agréé ne sont pas systématiquement réalisées.
Constats : L'exploitant a présenté les analyses du 01/03/2022. Les analyses n'ont pas été réalisées à une fréquence mensuelle depuis le début d'année, bien que cela soit prescrit par l'arrêté préfectoral et l'autorisation spéciale de déversement. L'exploitant doit respecter la fréquence d'analyses mensuelle de ses rejets d'eaux industrielles.
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites administratives
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC3_2019bis – Absence d'analyses sur pH, T

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Par courriel du 28/06/2021, les résultats d'analyses du 15/12/2020 ont été transmis. Le pH, la température, la couleur et les hydrocarbures ne sont pas mesurés. Les résultats n'ont pas été saisis dans GIDAF. Les analyses de juillet et d'octobre 2021 ne comportent pas le pH, la couleur et les hydrocarbures. L'exploitant indique qu'il envisage de changer de prestataire pour les prélèvements et analyses en 2022. Les prochaines analyses doivent porter également sur le pH et la température.
Constats : L'exploitant a présenté les analyses du 01/03/2022. L'ensemble des paramètres prévus par le nouvel arrêté préfectoral ont été analysés, y compris le pH et la température. L'exploitant a répondu à la demande.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : O3_2021bis – autosurveillance Cr, Ni, Chloroforme

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Dans l'attente de l'arrêté préfectoral actualisant les paramètres d'autosurveillance des eaux superficielles, les composés susceptibles d'être émis par l'installation doivent être surveillés, notamment le Chrome, le Nickel et le chloroforme. Une autosurveillance trimestrielle doit être mise en place sur ces 3 paramètres. Prochaines analyses Les analyses de juillet 2021 et d'octobre 2021 ne portent pas sur le Chrome le Nickel et le chloroforme. L'exploitant doit compléter ses analyses d'ici le 31/01/2022.
Constats : Les analyses du 01/03/2022 comportent les paramètres Chrome, Nickel, et Chloroforme. Ces 3 paramètres sont conformes aux VLE. L'exploitant a répondu à la demande.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC4_2020 – dépassement AOX dans eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.71
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Le dernier bulletin d'analyses du 04/12/2019 indique un dépassement en composés organiques halogénés (AOX) avec une concentration de 18 mg/L pour un flux de 176,4 g/j. La VLE applicable est de 1 mg/L si le rejet dépasse 30 g/j. L'exploitant transmettra son analyse des causes et son plan d'actions afin de respecter les valeurs limites d'émission de l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 08/02/2007. Délai initial : 31/12/2020 L'exploitant indique que le prétraitement du chlore libre par l'ajout de peroxyde génère des AOX. Il indique qu'il envisage de travailler sur le procédé de traitement des eaux industrielles. Par courriel du 04/05/2021, l'exploitant indique qu'une étude a été réalisée et qu'un traitement au charbon actif est mis en place. Lors de la visite du 22/06/2021, l'exploitant indique que le traitement au charbon fonctionne en test mais n'est pas mis en place au niveau du site. Il est prévu pour 2022. Les analyses de juillet 2021 indiquent une concentration de 1,8 mg/L d'AOX pour un flux de 0,7 g/j, celles d'octobre présentent une concentration de 7,2 mg/L d'AOX (pour un flux de 2,8 g/j).
Constats : Les analyses du 01/03/2022 indiquent que la concentration en AOX est de 0,04 mg/L. La VLE est respectée. L'exploitant a répondu à la demande.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC1_2022 – absence de couverture de la rétention Javel extérieure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. L'exploitant s'est engagé dans son dossier de demande d'autorisation de 2021 à couvrir la rétention extérieure de Javel.
Constats : L'exploitant précise que les eaux traitées par la station de traitement interne sont désormais principalement des eaux issues de la rétention extérieure d'eau de Javel. Il s'engage à faire les travaux pour couvrir cette rétention d'ici fin 2023.
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites administratives
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NCM5_2019 – Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.2
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les autres stockages de substances dangereuses présents sur le site ne sont pas sur rétention (ou sur des rétentions insuffisantes). Mettre sous rétention tous les stockages contenant des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols. La capacité de ces rétentions devra être au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes : ▪ 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; ▪ 50 % de la capacité totale des réservoirs associés</p> <p>Délai 15/11/2020</p> <p>Les cuves situées dans la partie production à côté de l'osmoseur ont été mises sous rétention. L'exploitant a transmis les photos de la réalisation d'un muret autour des cuves n°1 à 9 par courriel du 23/10/2020.</p> <p>Par courriel du 04/12/2020, l'exploitant a transmis le calcul de dimensionnement des rétentions. La rétention dite 'rétention javel' doit avoir un volume minimal de 150 m³ et a un volume de 135 m³. L'exploitant doit revoir ce point. Il a présenté un devis du 03/01/2021 de la société EMDC pour la rehausse de cette rétention extérieure.</p> <p>Lors de la visite du 05/01/2021, l'inspection a constaté la présence d'une rétention béton autour de la cuve 10 et une rehausse de la rétention autour des cuves 1 à 9.</p> <p>Lors de la visite du 22/06/2021, la rehausse de la rétention des cuves de javel extérieures n'est pas mise en place et le volume minimal de la rétention n'est pas respecté. Par courriel du 29/06/2021, l'exploitant a transmis une photo des coffrages mis en place pour les travaux de rehausse de la rétention.</p> <p>Lors de la visite du 06/12/2021, l'inspection a constaté la présence de la rehausse.</p> <p>L'exploitant n'a pas justifié du calcul du volume disponible (volume brut de la rétention = 187 m³ sans prise en compte des bacs et des massifs de la rétention). L'exploitant doit transmettre le calcul pour le 31/01/2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté la note de calcul prenant en compte les massifs, les socles et les bas des cuves de la rétention Javel extérieure. Le volume disponible réellement dans la rétention est de 163 m³.</p> <p>L'exploitant a répondu à la demande.</p>
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
<p>Prescription contrôlée : Identifier les déchets « anciens » afin de déterminer les filières de traitement adaptées ; ° Faire évacuer ces déchets vers des installations de traitement adaptées et autorisées. Les bordereaux de suivi de ces déchets devront pouvoir être présentés à l'inspection des installations classées</p> <p>Lors de la visite du 01/10/2020, l'exploitant n'a pas identifié les déchets et ne les a pas faits évacuer. Ils sont toujours à la même place sous abri et sur rétention. Le risque d'incompatibilité n'a pas été évalué par l'exploitant.</p> <p>Lors de la visite du 05/01/2021, l'exploitant indique faire faire des analyses de ses déchets (chromatographie) par l'université Aix/Marseille. Une fois les analyses faites, les filières d'évacuation pourront être déterminées. Il s'engage à transmettre un bilan des analyses et la destination prévue des déchets avec un échéancier d'expédition des déchets pour fin avril 2021.</p> <p>Par courriel du 04/05/2021, l'exploitant indique que les déchets ont été identifiés. Une commande a été passée auprès de CHIMIREC pour évacuer les déchets historiques. L'intervention est prévue courant mai 2021. Les matières premières périmées sont en cours d'identification et de recherche de solution de traitement.</p> <p>Lors de la visite du 22/06/2021, l'exploitant a présenté les BSD du 14/04/2021 (27,44 t d'eaux souillées non chlorées) et du 21/04/2021 (24 t d'eaux souillées non chlorées), soit 51,44 t de déchets envoyés chez CHIMIREC. L'exploitant a présenté un devis signé du 15/06/2021 pour l'enlèvement sous 3 semaine des déchets solides. Il reste les matières premières périmées qui ne sont pas toutes identifiées (20 % restants non identifiés). L'exploitant indique envisager un enlèvement à l'automne 2021. Une proposition de mise en demeure a été faite mais non prise (erreur administrative).</p> <p>Lors de la visite du 06/12/2021, l'exploitant a présenté 6 BSD du 22/11/2021 pour 0,2 t d'acides organiques, 0,3 t de bases minérales, 1,6 t d'eaux souillées non chlorées, 0,3 t de terres souillées, 0,5 t de pâteux/poudres non chlorées, 0,5 t de poudres chlorées. Il reste une vingtaine de m³ de déchets à évacuer. Les déchets sont identifiés (n° dans un tableau avec la correspondance mais pas sur les fûts).</p> <p>Par courriel du 13/12/2021, l'exploitant a transmis un devis de CHIMIREC validé pour l'évacuation des déchets en 2 fois d'ici mi-février 2022.</p>
<p>Constats : Par courriel du 21/03/2022, l'exploitant a transmis les BSD pour l'évacuation de 10,492 t de déchets dangereux le 12/01/2022 chez CHIMIREC et de 21,2 t le 24/02/2022 chez CHIMIREC.</p> <p>L'inspection a constaté la présence de 7 fûts de 200 l de déchets historiques. L'inspection n'a pas constaté la présence d'autres zones de stockages importantes de déchets.</p> <p>La quantité maximale de 25 t est respectée. L'exploitant a répondu à l'article 5.3 de son arrêté préfectoral du 25/02/2022.</p>
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NCM1_2020 – étanchéité des réseaux EP – APMD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : <p>L'état des réseaux d'eaux n'a pas été contrôlé par l'exploitant depuis la reprise du site. Des effluents pollués par des substances dangereuses sont susceptibles d'y transiter et une pollution de la nappe au chloroforme a eu lieu en janvier 2019.</p> <p>Par courriel du 23/10/2020, l'exploitant a transmis un devis validé pour le curage et la vérification de l'état des réseaux.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer par des contrôles appropriés et préventifs du bon état et de l'étanchéité des réseaux de collecte des effluents.</p> <p>Un passage de caméra est programmé le 11/01/2021.</p> <p>Par courriel du 04/05/2021, l'exploitant indique que le passage de caméra a révélé que les canalisations étaient en bon état général. Seul 2 regards sont à rénover. Cela est programmé lors des travaux du site.</p> <p>Lors de la visite du 22/06/2021, l'exploitant a présenté le rapport de la société TECHNIVISION du 14/01/2021. Ce rapport indique la présence de 10 anomalies dans les réseaux, notamment sur le réseau Ouest d'eaux pluviales de voirie jusqu'au bassin de rétention Sud.</p> <p>L'exploitant doit établir une priorisation des travaux d'étanchéité des réseaux et établir un plan d'actions avec une date de mise en conformité au maximum au 31/03/2022. Ce plan d'actions devait être transmis à l'inspection pour le 31/07/2021.</p> <p>Le plan des réseaux issu de cette intervention indique que le tronçon EPT10 (eaux de toiture côté Ouest) ne commence pas au niveau du bâtiment mais vers d'anciennes rétentions. Ce point est à clarifier.</p> <p>Lors de la visite du 06/12/2021, l'exploitant indique que la société CHAPON referra l'étanchéité des réseaux par injection de fibre début février 2022. Aucun devis n'a été transmis.</p>
Constats : <p>Par courriel du 16/02/2022, l'exploitant a transmis un rapport de la société SOGEA du 04/02/2022 indiquant que des travaux d'étanchéification ont été menés entre les tronçons EP6 et EP9.</p> <p>Le rapport de la société Technivision du 14/01/2021 indique également des défauts sur les tronçons suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">-n°2 : EP2 →EP3 : cunette défectueuse-n°3 : EP3 →EP4 : cunette défectueuse-n°4 : EP4 →EP5 : cunette défectueuse-n°5 : EP5 →EP6 : cunette défectueuse-n°47 : EI5 → EI10 : dépôt adhérent/concrétion – arrêt de l'inspection du réseau-n°41 : EU5 →EU6 : défaut de revêtement <p>Concernant l'anomalie du tronçon n°47, l'exploitant indique que les regards situés dans le bâtiment ont été bouchés et qu'il est normal que l'inspection du réseau n'ait pas pu être faite intégralement dans cette partie. Ce point ne présente donc pas d'enjeu.</p> <p>Concernant l'anomalie du tronçon n°41, il correspond aux tuyauteries d'évacuation des anciennes rétentions désaffectées situées à l'extérieur sur la parie Ouest du site. Ce point ne présente donc pas d'enjeu.</p> <p>Concernant les tronçons n°2, 3, 4, 5, les cunettes défectueuses n'ont pas été restaurées. L'exploitant s'est engagé oralement à faire les travaux pour le 15/04/2022.</p> <p>Par courriel du 14/04/2022, l'exploitant a transmis les photos de ces cunettes rénovées.</p> <p>L'inspection considère que la disposition est respectée.</p>
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : O4_2020 – matières combustibles dans zone de charge

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 9.1
Thème(s) : Risques accidentels, Ateliers de charge
Prescription contrôlée : Une zone de charge de batterie est à proximité immédiate (moins de 1 m) de matières combustibles dans l'atelier de fabrication vers la ligne de conditionnement n°3. Il convient que l'exploitant réalise ses opérations de charge d'accumulateurs dans des zones exemptes de matières combustibles. Une zone d'au moins 3 m est recommandée. Par courriel du 04/12/2020, l'exploitant indique qu'un local de charge est prévu dans le projet mais qu'à ce jour il n'y a pas de zone dédiée pour ces opérations. Lors de la visite du 05/01/2021, l'inspection a constaté que les postes de charge étaient toujours à proximité de matières combustibles à au moins 3 endroits différents. Un carton était posé sur un des boîtiers de charge branché. Lors de la visite du 22/06/2021, 2 postes de charge étaient éloignés d'environ 2 m des matières combustibles. Le poste situé au niveau des quais de chargement était à proximité immédiate de nombreux cartons et étiquettes. Lors de la visite du 06/12/2021, l'inspection a constaté une amélioration de l'encombrement autour du poste de charge situé à proximité de la chaîne d'embouteillage et du quai Est (moins de cartons). Cependant, de plus faibles quantités de matières combustibles sont présentes à moins de 1 m du poste de charge.
Constats : Dans les 3 zones de charge, l'inspection a constaté qu'il n'y avait plus de matières combustibles à proximité immédiate des postes de charge d'accumulateurs. L'exploitant a répondu à la demande.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC1_2021 – chloroforme dans eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : Les analyses des eaux souterraines du 15/12/2020 sur le Pz1 et le puits du forage montrent à nouveau un dépassement très significatif en chloroforme (850 µg/L pour Pz1 et 1800 µg/L pour le puits). Les émissions directes ou indirectes de substances dangereuses, notamment les composés organohalogénés, sont interdites dans les eaux souterraines. L'exploitant doit prendre l'ensemble des mesures nécessaires pour que cette pollution ne se reproduise plus (rétentions, formation, modifications des pratiques...). Un point sera transmis à l'inspection sur les mesures mises en œuvre. Délai initial : 31/03/2021 Par courriel du 11/06/2021, l'exploitant a transmis les bulletins d'analyses du 28/04/2021. Il indique une diminution des concentrations en chloroforme. Au niveau du Pz1, il y avait 1 950 µg/L en janvier et il en reste 51 µg/L en avril. Pour le puits, il y avait 1 640 µg/L en janvier et il en reste 1 030 µg/L en avril. L'exploitant n'explique pas la disparité de baisses de concentrations entre le puits et le Pz1. Il indique que de nouvelles analyses sont programmées au 01/07/2021. Il indique qu'il n'y a pas eu d'épandage depuis septembre 2020, que le personnel a été sensibilisé aux produits chimiques et à la conduite à tenir, qu'une personne de la maintenance est dédiée aux contrôles d'étanchéité des installations. Les analyses des eaux souterraines de juin, septembre et octobre 2021 (complément du puits qui n'avait pu être fait en septembre) indiquent une baisse en chloroforme sur l'ensemble des points. Seule une teneur encore significative est relevée au niveau du puits (117 µg/L le 21/10/2021).
Constats : L'exploitant a transmis sur GIDAF l'autosurveillance de janvier 2022. Le puits présente une concentration en chloroforme de 2,5 µg/L et le Pz1 de 10 µg/L. L'inspection considère qu'il s'agit d'un retour à la normale. Ce point est clôturé.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : O1_2021 – Sens écoulement nappe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.10.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres. »</p> <p>Les éléments sur le sens d'écoulement de la nappe d'eaux souterraines (profondeur de nappe notamment) ne sont pas présents systématiquement dans le rapport d'analyses des eaux souterraines (absence pour le puits du forage), ce qui ne permet pas de définir le sens d'écoulement de la nappe.</p> <p>L'exploitant veillera à faire déterminer le sens d'écoulement de la nappe lors des prélèvements.</p> <p>Dès les prochains prélèvements</p> <p>Par courriel du 06/11/2021, l'exploitant a transmis les bulletins d'analyses. La hauteur de nappe est bien définie pour les Pz1,2 et 3 mais pas pour le puits.</p> <p>Lors de la visite du 22/06/2021, l'exploitant indique que la prise de niveau de la nappe au niveau du puits est faisable. Un référencement avec les cotes NGF est nécessaire. Les résultats issus des bulletins d'analyses doivent être analysés et conclure sur l'évolution des pollutions.</p> <p>Les dernières mesures de juillet et septembre/oct 2021 n'indiquent pas le sens de la nappe et ne concluent pas sur l'évolution des pollutions.</p> <p>Le rapport accompagnant les prochaines analyses des eaux souterraines doivent conclure sur le sens d'écoulement de la nappe et sur l'évolution des pollutions.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le niveau piézométrique du puits n'a toujours pas été mesuré lors des analyses de janvier 2022.</p> <p>Le rapport de la société Ideaux de février 2022 indique le sens d'écoulement de la nappe avec les courbes isopièzes.</p> <p>L'exploitant a répondu à la demande et doit maintenir ce point sur les prochaines campagnes.</p>
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC2_2021bis – Plan d’inspection PM2I

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, PM2I
Prescription contrôlée : L’exploitant n’a pas formellement défini, réalisé et présenté à l’inspection un programme d’inspection. L’exploitant n’a pas défini un échéancier de visites, n’a pas documenté les fréquences en lien avec les mécanismes de dégradation et de défaillance (attaque chimique, exposition aux UV, contraintes mécaniques...), n’a pas fait de distinguo entre visite de routine et visite détaillée externe en exploitation, n’a pas précisé les éléments à inspecter... Il est demandé à l’exploitant de définir un programme d’inspection pour chacune des cuves soumises au PM2I pour l’ensemble des cuves à l’exception des cuves 5 et 6 de 50 m³. Ces deux cuves ayant été installées en avril 2021, le programme d’inspection devra être défini au plus tard en avril 2022. L’exploitant pourra se baser pour ce point sur l’annexe 7 du DT 94 précité. Délai initial : 30/09/2021 L’exploitant a présenté le plan d’inspection Il indique que le BUREAU VERITAS viendra faire les inspections externes détaillées en décembre 2021 sur l’ensemble des cuves sauf les cuves 5 et 6 de 50 m³. L’inspection de routine est programmée tous les ans en interne.
Constats : Les inspections externes détaillées ont été faites en décembre 2021. L’exploitant a répondu à la demande.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC2bis_2021bis – Plan d’inspection PM2I

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, PM2I
Prescription contrôlée : L’exploitant envisage d’être formé par le BUREAU VERITAS sur les inspections de routine lors de l’inspection externe détaillée de 2021. Une formalisation de cette formation devra être transmise à l’inspection d’ici le 31/01/2022.
Constats : La formalisation de formation interne pour les inspections de routine n’a pas été faite.
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites administratives
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC3_2021bis – inspections des cuves PM2I

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, PM2I
<p>Prescription contrôlée : Il apparaît que pour les 15 cuves soumises au PM2I, l'exploitant n'a réalisé aucune inspection. Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none">– de faire réaliser une visite détaillée externe en exploitation pour les 9 cuves de 10 m³ installées avant 2010 ;– de réaliser une visite de routine pour les 4 cuves de 50 m³ installées en 2019 et 2020 ;– de réaliser une visite de routine pour les 2 cuves de 50 m³ installées en 2021. <p>En cas de non-respect des échéances mentionnées ci-avant, l'inspection proposera à M. Le Préfet de la Drôme, de mettre en demeure la société Oxena de réaliser ces actions, sur la base du L.171-8 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant n'a pas encore réalisé d'inspection externe détaillée. Elle est prévue en décembre 2021. L'exploitant a présenté le devis du 29/11/2021 signé. Les rapports devront être transmis à l'inspection d'ici le 31/01/2022.</p> <p>L'exploitant a présenté un rapport succinct sur les visites de routine faites en interne sur les cuves du 09/06/2021.</p>
<p>Constats : Par courriel du 12/01/2022, l'exploitant a transmis les rapports de visites externes détaillées de BUREAU VERITAS des cuves « détergence » n°1 à 9.</p> <p>L'exploitant a répondu à la demande.</p>
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC4_2021bis – inspection des rétentions PM2I

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, PM2I
Prescription contrôlée : Au regard de l'état visuel correct des rétentions et des massifs soumis au PM2I, il est attendu que l'exploitant réalise les états initiaux, les programmes de surveillance et réalise les premières inspections conformément à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. En cas de non-respect des échéances mentionnées ci-avant, l'inspection proposera à M. Le Préfet de la Drôme, de mettre en demeure la société Oxena de réaliser ces actions, sur la base du L.171-8 du code de l'environnement. Il a été constaté que les deux rétentions dans lesquelles sont posées les cuves de stockages soumises au PM2I dispose d'un état initial et d'un dossier de suivi très lacunaires. Tout comme pour les cuves de stockages, le programme de surveillance n'est pas défini, et aucune inspection des ouvrages n'a été réalisée.
Constats : Le programme de surveillance a été mis en place. Par courriel du 12/01/2022, l'exploitant a transmis les rapports de visites du 16/12/2021 de BUREAU VERITAS des deux rétentions « détergence » et « extérieure ». L'exploitant a répondu à la demande.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC5_2021bis – massif béton des cuves PM2I

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, PM2I
Prescription contrôlée : Concernant les massifs en béton sur lesquels sont posées les cuves de stockages soumises au PM2I, il apparaît que l'exploitant n'a réalisé ni état initial ni programme de surveillance et n'a effectué aucune inspection.
Constats : Le programme de surveillance a été mis en place. Par courriel du 12/01/2022, l'exploitant a transmis les rapports de visites du 16/12/2021 de BUREAU VERITAS des deux rétentions « détergence » et « extérieure ». L'exploitant a répondu à la demande.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC10_2021bis – détection incendie chapiteau emballages – APMD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 9.3
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Prescription contrôlée : Le chapiteau abritant les emballages plastiques n'est pas équipé d'une détection incendie. Les stockages de matières plastiques doivent disposer d'un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme exploitable rapidement. La détection incendie n'est pas mise en place. L'exploitant a présenté un devis non signé de la société VOL FEU du 04/10/2021 (montant de 8436€). Délai APMD : 31/03/2022
Constats : L'inspection a constaté la présence de plusieurs têtes de détection dans le chapiteau d'emballages. Le PV de réception de la société VOL FEU du 17/03/2022 indique sa mise en service effective. L'exploitant a répondu à la demande.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC11_2021bis – absence de rétention produits partie Nord du bâtiment

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.2
Thème(s) : Risques accidentels, rétentions
Prescription contrôlée : Environ 55 m ³ de produits dangereux en GRV situés dans la zone matières premières dans la partie Nord du bâtiment principal ne sont pas placés sur rétention. Un épandage est susceptible de rejoindre le réseau d'eaux pluviales qui n'est pas étanche. L'exploitant doit disposer d'une rétention répondant aux critères de l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 08/02/2007. 31/10/2021 La zone Nord ne comporte plus de GRV mais comporte environ 10 m ³ de produits en petits contenants de 1L et 2L d'eau de Javel (retour clients non conformes). Un boudin absorbant est présent devant la porte Nord. Cela limite de risque d'épandage vers les eaux pluviales. Le respect de la mise en demeure de l'étanchéité des réseaux permettra le respect de l'article (rétention déportée).
Constats : Considérant que les réseaux sont étanches (cf NCM1_2020), le site est sur rétention et les produits en petits contenants peuvent être stockés sans rétention sur le quai ou dans le bâtiment, tant qu'il n'y a pas de problème d'incompatibilité de produits. L'exploitant a répondu à la demande.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : O2_2021bis – fixation cuves extérieures

Référence réglementaire : /
Thème(s) : Risques accidentels, Cuves
Prescription contrôlée : Les 6 cuves extérieures de 50 m ³ d'eau de Javel ne sont pas fixées mais posées dans la rétention. Il convient que l'exploitant vérifie si cette configuration ne peut pas générer de risque supplémentaire en cas d'épandage massif dans la cuvette de rétention (flottation d'une cuve ?...). Un retour sera fait à l'inspection. L'exploitant indique qu'une réponse orale de son fournisseur lui a été faite : la fixation des cuves créer une contrainte sur la structure des cuves et que le poids de la cuve suffit. Il convient que l'exploitant veille à faire confirmer par écrit ces éléments. A suivre
Constats : L'exploitant n'a toujours pas obtenu une justification écrite de son prestataire. Un retour sera fait à l'inspection d'ici le 31/07/2022.
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites administratives
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC1_2021ter – petits contenant sur rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.2
Thème(s) : Risques accidentels, rétentions
Prescription contrôlée : Un stock tampon de palettes (64 m ³ d'eau de Javel en petits contenants) est présent dans la zone du quai d'expédition Est du site sans rétention. Considérant que les réseaux enterrés ne sont pas tous étanches, la rétention déportée (bassin Sud) ne peut être prise en compte. L'exploitant doit supprimer les stockages dans la zone du quai d'expédition Est du site tant que les réseaux n'ont pas été étanchéifiés ou les stocker sur rétention conformément à l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 08/02/2007. Délai initial : 15/01/2022
Constats : L'étanchéité des réseaux côté Est est assurée. Aussi, les stockages d'eau de Javel en petits contenants sur palettes filmées sont compatibles avec la règle sur les rétentions considérant la présence d'une rétention déportée étanche. L'exploitant a répondu à la demande.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suivi des écarts sur les rétentions du Pm2I

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, PM2I
Prescription contrôlée : Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant : [...] - les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ; - les interventions éventuellement menées.
Constats : L'exploitant a présenté le plan d'actions détaillé pour les écarts majeurs. Il a transmis par courriel du 14/04/2022, le fichier de suivi des actions. L'inspection a constaté sur site l'accomplissement de certaines actions (reprise de la fissure dans la rétention javel intérieure, étiquetage).
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NCM1_2021ter – emballages plastiques hors auvent – APMD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.2
Thème(s) : Risques accidentels, EDD
Prescription contrôlée : Environ 72 m ³ d'emballages plastiques vides sont stockés en dehors du auvent côté Nord du stockage des emballages et environ 108 m ³ sont également stockés en dehors du auvent côté Ouest. Délai APMD : 31/01/2022
Constats : Les emballages plastiques sont stockés sous l'auvent. L'exploitant a répondu à la demande.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC2_2021ter – déchets non dangereux GRV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.2
Thème(s) : Risques accidentels, EDD
Prescription contrôlée : Environ 104 m ³ de déchets de GRV et cuves plastiques vides sont présents côté Sud du site. 208 m ³ de déchets de GRV vides sont présents côté Nord-est du site. L'exploitant doit respecter la limite de 35 m ³ de déchets non dangereux fixé à l'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral du 08/02/2007. Délai APMD : 31/01/2022
Constats : Les stocks de plastiques côté Nord ont très nettement diminués ainsi que ceux côté Sud-Ouest. L'exploitant a répondu à la demande et respecte son étude de dangers sur ce point.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC3_2021ter – absence de clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.3
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture
Prescription contrôlée : Une partie de la clôture est manquante sur 12 m entre la société E26 et Oxena (côté Sud). Le site doit être clôt conformément à l'article 7.3.1 de l'arrêté préfectoral du 08/02/2007. Délai initial : 31/01/2022
Constats : L'inspection a constaté la présence d'une clôture au Sud du site. L'exploitant a répondu à la demande.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC2_2022 – étiquetage des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 6.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Etiquetage
Prescription contrôlée : Les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.
Constats : La cuve du mélangeur en ligne sous l'auvent Sud contenant de l'eau de Javel 2,6 % n'est pas étiquetée afin d'en connaître son contenu et les mentions de dangers.
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites administratives
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Fuite sur tuyauterie

Référence réglementaire : /
Thème(s) : Risques accidentels, Fuite
Prescription contrôlée : Fuite
Constats : L'inspection a constaté la présence d'une fuite au niveau d'une tuyauterie du mélangeur en ligne au-dessus d'une rétention. La maintenance est intervenue afin de régler la fuite. L'exploitant indique qu'à chaque changement d'équipe un contrôle de l'étanchéité des équipements dans la partie production hors rétention extérieure Javel est effectuée.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : O1_2022 – événement des réserves eau pompiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.16.4
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Prescription contrôlée : [...] Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.[...]
Constats : Les raccords pompiers sont mis en place sur 2 cuves contenant de l'eau osmosée et utilisables pour l'intervention du SDIS. Il convient que l'exploitant s'assure d'ici le 31/07/2022 que les événements des cuves sont suffisamment dimensionnés pour une utilisation à un débit de 60 m ³ /h.
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites administratives
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC3_2022 – incompatibilité de produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.5
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.[...]
Constats : Plusieurs GRV de peroxydes d'hydrogènes (combustibles) sont stockés sur la même rétention que des GRV de liquides inflammables sous l'auvent Nord. L'exploitant doit veiller à ne pas stocker de produits incompatibles dans une même rétention d'ici le 31/07/2022.
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites administratives
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Fermeture de la vanne d'isolement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : [...]Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment sur les voiries, les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont dirigées en permanence vers un bassin de confinement d'une capacité minimale de 2 000 m ³ .
Constats : L'inspection a constaté que la vanne d'isolement est maintenue fermée par défaut. Le bassin de rétention dispose de sa capacité.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet